INTRODUCTION

LAMENTATION SUR LE MANITOBA

ROBERT WARDHAUGH

Robert Wardhaugh est professeur d'histoire à la Western University. Il est spécialiste de l'histoire régionale (l'Ouest des Prairies) et politique (fin du XIXe siècle et début du XXe siècle) du Canada. Le professeur Wardhaugh est l'auteur de *Mackenzie King and the Prairie West* (2000), *Behind the Scenes: The Life and Work of William Clifford Clark* (2010), et *The Rowell-Sirois Commission and the Remaking of Canadian Federalism* (2021) avec Barry Ferguson. Il est l'éditeur de trois collections sur l'Ouest des Prairies, dont *Manitoba Premiers of the 19th and 20th Centuries* (avec Barry Ferguson). Le professeur Wardhaugh est également co-auteur de deux manuels universitaires grandement consultés sur l'histoire du Canada, *Origins et Destinies* (avec Alan MacEachern).

Au cours des dernières décennies, les Canadiens ont beaucoup entendu parler des commémorations historiques. On nous explique qu'en tant que nation, il est important de commémorer et de célébrer nos réalisations antérieures. Sans ces jalons historiques, notre sentiment d'appartenance à la nation s'affaiblira et se désagrégera. De la guerre de 1812 à la Première Guerre mondiale de 1914-18, les commémorations nationalistes et auto élogieuses n'ont pas manqué. Mais être conscient de notre histoire n'est pas la même chose que de la célébrer. Ce constat s'est imposé lors des évènements organisés pour célébrer le 150e anniversaire de la Confédération et de la naissance du Canada en tant que nation en 1867. Pour ceux qui sont assez âgés pour se souvenir du Centenaire de 1967 et de la poussée de nationalisme canadien-anglais de l'époque, les célébrations de 2017 faisaient piètre figure. Peut-être les Canadiens commencent-ils en effet à se saisir des leçons que notre histoire a à nous enseigner.

En 2020, le Manitoba a eu 150 ans. Pour être plus précis, la création politique de la province du Manitoba a eu lieu il y a un siècle et demi. Alors que le débat se poursuit sur la question de savoir s'il faut célébrer la Confédération ou retirer les statues du 1er premier ministre du Canada, John A. Macdonald, il devrait y avoir moins de débat sur la question de savoir si l'entrée du Manitoba dans la Confédération, en tant que cinquième province en 1870, est un motif de célébration. Pour être franc, il n'en est rien. Les articles réunis ici, rédigés par une sélection de conteurs savants du Manitoba, le démontrent sans équivoque.

En 1957, l'historien le plus éminent du Manitoba,

W.L. Morton, a publié une histoire du Manitoba qui demeure actuelle encore aujourd'hui. Morton a grandi dans la petite ville de Gladstone, au Manitoba, et son interprétation de l'histoire de la province reposait sur le fait que la Rivière Rouge était une société duale fondée sur un équilibre entre les Métis catholiques français et les colons protestants britanniques. La *Loi de 1870 sur le Manitoba* qui a établie la province a été dépeinte comme la manifestation réussie de ce double caractère. Pour Morton, la lutte pour le Manitoba était un microcosme de la lutte pour le Canada. Alors que l'afflux de colons ontariens après 1870 menaçait cette dualité, le boom de l'immigration dans l'Ouest, de 1896 à 1911, a apporté une diversité de peuples. Dans l'esprit de Morton, le Manitoba était une province britanno-canadienne, mais les modèles d'immigration ont assuré une société culturellement pluraliste. Il y avait de quoi célébrer. Dans la deuxième édition de *Manitoba: A History*, publiée en 1967 pour commémorer le centenaire du Canada, Morton a déploré le déclin de la vie rurale et l'affaiblissement du lien britannique, mais a maintenu l'interprétation dualiste.

Les temps changent et les interprétations historiques évoluent en conséquence. Aujourd'hui, de nombreux Canadiens veulent trouver une raison de célébrer lorsqu'ils pensent à leur histoire. Bien qu'ils comprennent généralement que nous ne devrions pas « blanchir » notre passé et omettre les chapitres plus négatifs et plus sombres, ils rejettent également l'idée que l'histoire est davantage négative que positive. Malheureusement, tel est souvent le cas, que cela corresponde ou non à la construction du passé que nous souhaitons. Et si la polarisation politique ne fait qu'exacerber et obscurcir les problèmes, la vérité est que, même si certains peuvent célébrer le Manitoba pour la province qui a fini par devenir la leur, il y avait peu, voire rien, à célébrer en 1870.

> **« Le processus des traités a mené à des promesses non tenues et à la relocalisation, à la famine et à la maladie, à la ségrégation dans les réserves et au système des pensionnats. »**

Un coup d'œil rapide sur les différents acteurs qui ont participé à l'entrée du Manitoba dans la Confédération illustre bien ce point. Y avait-il des gagnants en 1870 ? Les nations autochtones des environs de la Rivière Rouge, comme les Anishinabés et les Swampy Cree, ont été complètement exclues des négociations qui ont mené à l'achat par les Britanniques de la Terre de Rupert et à son transfert au Canada par la Compagnie de la Baie d'Hudson, ce qu'on a appelé « la plus grande transaction immobilière de l'histoire du Canada ». L'arrivée du colonialisme de peuplement (le processus et la structure consistant à déposséder les peuples autochtones de leurs terres et à les remplacer par des colons envahissants qui revendiquent leurs propres récits d'appartenance) a rapidement conduit à la signature des traités numérotés visant à éteindre les titres autochtones sur les terres de l'Ouest des Prairies. Le processus des traités a mené à des promesses non tenues et à la relocalisation, à la famine et à la maladie, à la ségrégation dans les réserves et au système des pensionnats.

Les Métis furent victorieux dans la résistance de la Rivière Rouge. C'est du moins l'impression qu'ils

ont eue pendant un bref instant en 1870. Dirigé par Louis Riel, le groupe principal de la Rivière Rouge a réussi à négocier la loi de 1870 qui a fait entrer la colonie dans le Canada en tant que province. La loi promet des protections pour la langue et les écoles françaises, ainsi qu'une concession de terres pour les Métis. Cependant, comme les traités, ces promesses ont été brisées presque aussi rapidement qu'elles ont été faites. Le « Père de la Confédération » du Manitoba, Louis Riel, a été chassé de la province et exilé par les soldats de l'expédition Wolseley, nouvellement arrivés du Canada pour « rétablir » la loi et l'ordre et responsables de viols et de meurtres. Alors que les Ontariens s'installent, de nombreux Métis abandonnent leur terre natale de la Rivière Rouge et se déplacent plus loin dans le Nord-Ouest où ils se retrouveront quinze ans plus tard dans un conflit avec le Canada encore plus dévastateur et lourd de conséquences. Les Métis ont convaincu Riel de revenir et de diriger à nouveau son peuple. Et Riel a tenté de suivre une voie similaire à celle qu'il a entreprise au Manitoba en 1870. Mais les conditions ne sont pas les mêmes en 1885. La menace immédiate de l'annexion américaine était passée, la Police à cheval du Nord-Ouest était en place partout dans la région, et le chemin de fer du Canadien Pacifique, presque achevé, permettait au gouvernement Macdonald à Ottawa d'envoyer des troupes dans l'Ouest relativement rapidement. Les Métis sont finalement écrasés et Riel est condamné à la pendaison en tant que rebelle. Les Métis, tout comme les nations autochtones, sont relégués aux marges de l'histoire, où l'on s'attend à ce qu'ils disparaissent ou s'assimilent.

Les intérêts du Québec sont représentés à la Rivière Rouge par l'Église catholique romaine, un proche allié des Métis et une source de longue date de missionnaires dans la région. En 1870, plus de 50 % de la population de la Rivière Rouge était francophone et catholique. L'évêque Alexandre-Antonin Taché de Saint-Boniface était absent de la Rivière Rouge pendant la Résistance alors qu'il participait au premier concile du Vatican à Rome, mais le père Joseph-Noël Ritchot a joué un rôle déterminant en tant que l'un des trois représentants de la colonie qui ont négocié la *Loi de 1870 sur le Manitoba* à Ottawa. Bien qu'ils n'aient pas réussi à obtenir la réserve-tampon qu'ils souhaitaient pour les catholiques francophones du Manitoba, ils ont réussi à créer une province bilingue et biculturelle. Mais cette victoire est de courte durée. L'afflux de colons ontariens dans les deux décennies qui ont suivi a fait en sorte que les catholiques français ne représentaient plus que dix pour cent de la population. La question des écoles du Manitoba dans les années 1890 a enfoncé un autre clou dans le cercueil de la loi sur le Manitoba et a montré clairement que les catholiques français de la province étaient les grands perdants.

« Les Métis, tout comme les nations autochtones, sont relégués aux marges de l'histoire, où l'on s'attend à ce qu'ils disparaissent ou s'assimilent. »

Même le Canada et son premier ministre n'avaient pas grand-chose à célébrer en 1870. Il n'était pas dans le « rêve de nation » de John A. Macdonald de créer la cinquième province du jeune dominion trois ans après la réalisation de la Confédération. La création de provinces devait se faire plus tard. En effet, le plan d'Ottawa consistait à recevoir le transfert de la Terre de Rupert, à signer des traités avec les

nations autochtones, à arpenter le Nord-Ouest pour y installer des Blancs, à construire un chemin de fer transcontinental, puis à faire venir des agriculteurs immigrants pour créer le grenier à blé du pays ainsi que des consommateurs pour les produits manufacturés du centre du Canada. Le Nord-Ouest devait être la colonie du Canada – la colonie d'une colonie. Le plan de Macdonald est toutefois temporairement sabordé par la résistance de la colonie de la Rivière Rouge. Angoissé par la crainte d'un annexionnisme américain et ne disposant pas de liaisons ferroviaires pour acheminer rapidement une force militaire de l'Ontario, le gouvernement fédéral n'a guère d'autre choix que de négocier et d'accepter la création de la province aux dimensions d'un « timbre-poste » des décennies plus tôt que ne le souhaitait le Canada.

Si le colonialisme de peuplement a été le véritable gagnant de la création du Manitoba, même ses adhérents immédiats n'ont été que des vainqueurs partiels. En 1870, la Rivière Rouge avait été infiltrée par un groupe connu sous le nom d'« expansionnistes », désignant généralement d'ambitieux spéculateurs ontariens britanno-protestants qui étaient arrivés dans la colonie comme l'avant-garde de ceux à venir. L'achat de la Terre de Rupert donne à l'Ontario l'occasion de s'étendre vers l'ouest et de supplanter ainsi son rival, le Québec, pour l'influence nationale. Mais la loi sur le Manitoba a plutôt créé un « petit Québec » avec des ententes sur le bilinguisme et des écoles confessionnelles (catholiques). Les expansionnistes ont résisté aux résistants en s'opposant au gouvernement provisoire de Riel, mais le résultat a été l'exécution de l'un des leurs – Thomas Scott. Ce geste fatidique mènera finalement à l'exil de Riel après 1870 et à sa propre exécution en 1885. Ceci a provoqué de sérieuses divisions entre le Québec et l'Ontario pour les années à venir. Il faudra au Parti conservateur de Macdonald un siècle pour se remettre des dommages causés par son parti au Québec. Les Métis sont devenus un pion dans la lutte plus large entre le Québec et l'Ontario, mais la vérité est qu'aucun des deux ne se souciait vraiment des Métis ou du Manitoba.

L'histoire de la création du Manitoba est unique parmi les provinces du Canada. En tant qu'histoire, la résistance de la Rivière Rouge représente un récit plus captivant que les récits de négociations et de compromis politiques qui ont abouti à la Confédération et à l'ajout d'autres provinces. Mais comme le montrent clairement les contributions à ce numéro spécial sur les fondateurs et les bâtisseurs du Manitoba, les conséquences de la résistance de la Rivière Rouge et de la création du Manitoba en tant que province sont lamentables. Et ces conséquences sont encore très présentes aujourd'hui.

Peter Pond, *Le pays de la Baie d'Hudson*, 1785. Image gracieuseté de Library of Congress. ►